



# Conseil économique et social

Distr. générale  
16 mars 2007  
Français  
Original: anglais

---

## Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2007

14-18 mai 2007

### Rapports quadriennaux pour la période 2002-2005 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

#### Note du Secrétaire général

Additif

#### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association des femmes presbytériennes d'Aotearoa (Nouvelle-Zélande)	2
2. Eagle Forum	5
3. Foundation for Democracy in Africa	6
4. Alliance mondiale pour la santé des femmes	9
5. Fondation pour la mise en valeur des ressources humaines	12

---

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

07-27506 (F)



## **1. Association des femmes presbytériennes d'Aotearoa (Nouvelle-Zélande)**

### **Statut consultatif spécial accordé en 1998**

Organisation non gouvernementale (ONG) dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social de l'ONU, l'Association des femmes presbytériennes d'Aotearoa (Nouvelle-Zélande) a le plaisir de présenter le rapporter quadriennal sur les activités menées au cours des quatre dernières années en faveur de la promotion des femmes et du développement de la société, conformément au programme d'action de l'ONU.

#### **À L'ÉCHELLE LOCALE :**

#### **Les différentes sections ont mené une activité de sensibilisation et ont réuni des fonds destinés aux projets spéciaux annuels réalisés en Nouvelle-Zélande.**

2002-2003 – Aide aux familles dans le cadre de la Mission d'appui presbytérienne et méthodiste. Pour renforcer l'aide apportée aux familles et aux enfants en difficulté.

2003-2004 – Aide aux prisonniers de Nouvelle-Zélande – Fonds d'aide au financement des déplacements des enfants. Pour participer aux frais de déplacement des enfants qui rendent visite à leurs parents en prison.

2004-2005 – Aumônerie en milieu hospitalier. Pour participer au financement d'aumôneries dans des hôpitaux de Nouvelle-Zélande.

2005-2006 – Les grands-parents qui élèvent des petits-enfants. Pour aider à envoyer en colonies de vacances des enfants élevés par leurs grands-parents.

Cette aide a été accordée en association avec le Programme de bourses des femmes méthodistes.

#### **Les différentes sections ont mené une activité de sensibilisation et ont réuni des fonds destinés aux projets spéciaux annuels réalisés en dehors de la Nouvelle-Zélande.**

2002-2003 – Programme pour la paix – Un programme mis au point avec le Conseil des églises du Nouveau Soudan dans le cadre du Christian World Service.

2003-2004 – Programme de développement mondial mené à Maduria (Sud de l'Inde) pour aider des femmes défavorisées dans le cadre du Christian World Service.

2004-2005 – Programme d'aide aux femmes de Palestine et d'Israël dans le cadre du Christian World Service.

2005-2006 – Programme de développement local en Ouganda, dans le cadre du Christian World Service, afin d'aider une communauté à définir ses propres besoins et programmes de développement.

Cette aide a été accordée en association avec le Programme de bourses des femmes méthodistes.

#### **Participation au questionnaire des Nations Unies de 2004 sur la mise en oeuvre du programme d'action de Beijing.**

En tant qu'associations de femmes, les sections locales ont été priées de répondre au questionnaire. Leurs opinions ont été réunies et incorporées à la réponse des ONG de Nouvelle-Zélande établie par le Conseil national des femmes de Nouvelle-Zélande.

#### **À L'ÉCHELLE NATIONALE :**

Tous les ans, l'Association fait la promotion des « marches du printemps » du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) en faveur de la paix, de la sécurité et de la promotion des femmes. Cet appui permet de collecter des dons financiers et de sensibiliser davantage les femmes de Nouvelle-Zélande à l'action menée par UNIFEM dans la région de l'Asie Pacifique.

Le 25 novembre de chaque année, l'Association apporte son soutien à la « Journée du ruban blanc », à l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Ce programme permet à l'Association de prendre publiquement parti contre la violence et de s'associer à d'autres organisations de Nouvelle-Zélande ayant les mêmes aspirations. La question revêt une importance particulière en Nouvelle-Zélande, où la fréquence de la violence familiale est une source de préoccupation majeure parmi la population.

L'Association explique la signification du statut consultatif dans l'ensemble de la Nouvelle-Zélande, de façon à encourager et inciter les membres de l'Association à participer à l'action de l'ONU et encourager d'autres organisations à demander à bénéficier de ce statut.

D'intenses débats ont lieu en Nouvelle-Zélande sur le recours à la violence comme méthode de punition des enfants et les Maoris, les communautés des Îles Pacifique et les Pakeha prennent de plus en plus conscience de l'existence d'autres solutions.

#### **À l'échelon régional :**

Bridgebuilders est un réseau d'appui et de consultations dans l'ensemble de la région du bassin du Pacifique, visant à rapprocher les personnes ayant des intérêts communs et les personnes qui agissent par différents moyens.

L'Association apporte son soutien à l'action de Pacific Watch (NZ) Inc., avec qui elle a coopéré à différentes occasions. Pacific Watch (NZ) Inc. est un réseau régional de femmes qui suivent l'action des organismes des Nations Unies, des gouvernements et des ONG et collaborent avec eux afin d'agir en faveur des femmes.

Le coordonnateur du Comité du Conseil économique et social a assisté à la Conférence pour l'Asie-Pacifique du Conseil international des femmes (CIF) tenue en 2003 à Auckland. Cela a été l'occasion de renforcer et d'appuyer l'action que mène le CIF en vue d'accroître le pouvoir des femmes de la région Asie-Pacifique et de les aider.

#### **À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE :**

Le coordonnateur du Comité du Conseil économique et social a assisté aux sessions de la Commission de la condition de la femme tenues à New York en 2002, 2003, 2004 et 2005. Lors de ces sessions, le coordonnateur s'est activement employé à solliciter l'appui de la délégation gouvernementale de la Nouvelle-Zélande et à coopérer ce faisant avec d'autres ONG. À la session de 2005, le coordonnateur a pris la parole lors d'une table ronde sur la participation des chrétiennes à la défense des

droits de l'homme. Au terme des sessions, un rapport a été distribué à toutes les sections de la Nouvelle-Zélande et des conférences ont été planifiées pour faire connaître les programmes et les textes adoptés à l'issue des sessions de la Commission de la condition de la femme.

L'Association des femmes presbytériennes d'Aotearoa (Nouvelle-Zélande) est résolue à mettre pleinement à profit son statut consultatif spécial.

## 2. Eagle Forum

### Statut consultatif spécial accordé en 1998

#### Première partie

##### i. Grandes orientations d'Eagle Forum

- a. Eagle Forum apporte son soutien aux politiques conservatrices et favorables à la famille, à tous les niveaux des administrations publiques.
- b. Eagle Forum défend le caractère sacré de la vie humaine – des jeunes, des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants à naître.
- c. Eagle Forum est opposé à toute augmentation des impôts et plaide en faveur de réductions fiscales à tous les niveaux – notamment pour rétablir l'équité fiscale pour les familles.
- d. Nous adhérons à la Constitution des États-Unis d'Amérique et nous opposons à tout effort visant à en faire le jouet de groupes d'intérêts.
- e. Eagle Forum est favorable à la libre entreprise, source de prospérité, d'emplois et de progrès économiques.

##### ii. Les grandes orientations d'Eagle Forum n'ont dans l'ensemble pas changé depuis l'obtention en 1998 du statut d'organisation non gouvernementale.

#### Deuxième partie

- i. À notre connaissance, Eagle Forum n'a pas pendant cette période participé aux travaux du Conseil économique et social ou de ses organes subsidiaires, aux grandes conférences ou à d'autres réunions des Nations Unies car l'association a mis l'accent sur l'éducation. Eagle Forum a privilégié l'éducation au moyen de campagnes de sensibilisation économique et sociale et en faisant davantage prendre conscience à nos membres, aux États-Unis et ailleurs, d'importantes questions de portée mondiale.
- ii. Eagle Forum aurait peut-être participé davantage si les procédures à suivre pour assister aux conférences des Nations Unies étaient plus souples et les coûts afférents moindres. En outre, Eagle Forum ne dispose que d'un personnel restreint pouvant assister à ces réunions.

### **3. Foundation for Democracy in Africa**

#### **Statut consultatif spécial accordé en 2002**

La Foundation for Democracy in Africa (FDA) est un organisme de développement qui a pour mission de promouvoir la démocratie, le développement durable et la croissance économique sur le continent africain. Fondée en 1994, la Fondation est une institution non gouvernementale neutre, à but non lucratif, de type 501(c) (3), dont le siège se trouve à Washington et qui a des bureaux à Miami (Floride). En 1996, la Fondation a obtenu le statut consultatif (spécial) d'organisation non gouvernementale (ONG) auprès du Conseil économique et social de l'ONU. La Fondation figure également sur la liste d'organisations privées volontaires de l'Agency for International Development des Etats-Unis.

La Fondation a pour mission de mettre en oeuvre des programmes ayant un fondement culturel, en vue de renforcer et de conforter les principes fondamentaux de la démocratie, de la liberté et de la pluralité économique dans l'ensemble de l'Afrique. Elle s'emploie également à intégrer les nouvelles démocraties africaines dans l'économie mondiale dominante, de façon à favoriser la paix et la prospérité en Afrique. Elle s'acquitte de cette mission par les moyens suivants : 1) en sensibilisant les responsables actuels et futurs des pouvoirs publics, de la vie politique, des milieux d'affaires, de l'industrie et des affaires communautaires aux concepts du capitalisme démocratique ; 2) en faisant mieux comprendre ce concept dans l'ensemble de la population ; et 3) en aidant le peuple africain à surmonter les problèmes que pose la pandémie du VIH/sida en Afrique. Dans le cadre de l'Institute for Democracy in Africa, la Fondation entretient des liens institutionnels avec des universités de Floride. Les membres du personnel de la Fondation ont à leur actif une longue expérience des enfants et des populations touchées par la guerre, ainsi que de la conception et de la gestion de programmes de formation dans des pays africains, destinés notamment aux gestionnaires d'ONG, observateurs d'élections, militants des partis politiques et hommes ou femmes d'affaires souhaitant entretenir des relations commerciales avec les Etats-Unis.

En tant qu'organisation privée volontaire reconnue par l'Agency for International Development des Etats-Unis, la fondation a reçu des subventions de cet organisme dans le cadre des programmes suivants :

- Une conférence sur les politiques régionales de lutte contre le VIH/sida en Afrique occidentale, organisée en vue de créer un réseau régional portant sur les politiques relatives au VIH/sida.
- Un programme de renforcement des capacités mené avec la Nigerian Association of Women Entrepreneurs afin d'améliorer l'efficacité de l'organisation et d'aider les membres à établir des relations commerciales avec les États-Unis.
- Un programme d'appui aux politiques économiques de l'Afrique occidentale, visant à aider les gouvernements et le secteur privé du Sénégal, du Mali, du Ghana et du Nigéria à bénéficier de l'African Growth and Opportunity Act (loi en faveur de la croissance de l'Afrique et son accès aux marchés) et de créer de véritables partenariats entre secteur public et secteur privé.

- Un programme d'études internationales au Rwanda (projet en cours de réalisation).

La Fondation a organisé plusieurs conférences en vue de contribuer à la réduction de la pauvreté, de promouvoir le développement économique de l'Afrique, d'améliorer la prospérité mondiale, d'accroître la sécurité nationale, d'améliorer les conditions d'éducation, d'améliorer les relations entre l'Afrique et les États-Unis et de favoriser les échanges commerciaux, la liberté et l'égalité. On trouvera ci-après une liste de ces conférences.

« Développer les relations commerciales et les investissements transatlantiques », 9-12 mai 2002, Miami (Floride). Cinquième conférence annuelle AfrICANDO (2002). Des délégations, des ministres, des universitaires, des scientifiques et des chefs d'entreprises africains ont assisté à cette conférence.

- « Le tourisme comme moteur de la croissance », 22-26 juillet 2003, Miami (Floride). Sixième conférence annuelle AfrICANDO (2003). Des représentants, des ministres, des universitaires, des scientifiques et des chefs d'entreprises africains ont assisté à cette conférence.
- « L'utilisation efficace et efficiente des sciences, de la technologie et des recherches agricoles, comme outil de développement en Afrique », 16-18 septembre 2004, Miami (Floride). Septième conférence annuelle AfrICANDO (2004). Des délégations, des ministres, des universitaires, des scientifiques et des chefs d'entreprises africains ont assisté à cette conférence.
- « Évaluer les effets de l'Accord sur les textiles et les vêtements de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'African Growth and Opportunity Act, 15-18 juin 2005, Miami (Floride). Huitième conférence annuelle AfrICANDO (2005). Des délégations, des ministres, des universitaires, des scientifiques et des chefs d'entreprises africains ont assisté à cette conférence.

La Fondation fournit une formation et un appui technique à de nouvelles générations de dirigeants africains pour le nouveau millénaire. L'un des défis qui se présentent aujourd'hui à l'Afrique et aux amis de l'Afrique consiste à former, dans les secteurs de l'administration, de la politique, des milieux d'affaires, de l'industrie et les affaires communautaires, des dirigeants qui s'acquitteront de leurs responsabilités dans le respect des valeurs démocratiques et des principes de libre entreprise et en adoptant une perspective nationale.

La Fondation a également établi l'Institute for Democracy in Africa (IDA), qui est son centre de recherche. L'Institut dispense une formation sanctionnée par un certificat dans les domaines, entre autres, des affaires, des sciences de l'information, de la politique, des affaires gouvernementales, de l'économie et des relations internationales.

La Fondation et l'IDA fournissent des informations générales et effectuent des analyses de thèmes en rapport direct avec le secteur public des pays africains. Ces activités visent à faciliter un débat éclairé de ces questions et à fournir aux dirigeants les analyses dont ils ont besoin pour prendre des décisions en connaissance de cause. Les stagiaires et participants sélectionnés proviennent des pouvoirs publics, des organisations politiques, des institutions éducatives, des organisations communautaires et des associations professionnelles. Les ONG

partenaires de la Fondation présentes dans les pays africains gèrent le processus de sélection.

Nos programmes de formation, conférences, séminaires et ateliers permettront d'identifier et de soutenir un nouveau type de dirigeants. Ces derniers seront encouragés à assumer leurs fonctions de direction de façon à améliorer la qualité des activités économiques, politiques et environnementales menées dans leur pays respectif.

## 4. Alliance mondiale pour la santé des femmes

### Statut consultatif spécial accordé en 1998

#### Première partie. Introduction

##### i. Buts et objectifs de l'Alliance et principaux domaines d'action

L'Alliance mondiale pour la santé des femmes a pour mission d'améliorer, à tous les stades de l'élaboration des politiques, la santé des femmes à tous les âges de la vie, au moyen d'activités de promotion, d'éducation et de sensibilisation en matière de santé et de la mise en oeuvre de programmes. En coopération avec des coalitions d'organisations internationales, nationales et non gouvernementales, d'associations de femmes, de professionnels de la santé, d'organisations confessionnelles, d'universitaires et de particuliers de toutes les régions du monde, l'Alliance s'emploie à favoriser et à concrétiser l'amélioration de services de santé et la recherche à l'échelon local, national et international.

L'Alliance considère la santé des femmes comme un continuum allant de la première enfance à la vieillesse, dont les années de procréation sont un stade. Les besoins de santé des femmes n'ont pas été suffisamment desservis et pris en compte dans le monde et des initiatives et engagements sont nécessaires afin de former des alliances et des programmes de collaboration de par le monde. Il convient de former des partenariats entre des organisations non gouvernementales et gouvernementales, le secteur privé et des institutions universitaires afin de fournir soins de santé et recherches aux femmes de la planète.

#### Deuxième partie. Contribution de l'Alliance aux activités de l'ONU

##### i. Participation aux travaux du Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires ou à des grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

En partenariat avec Boehringer Ingelheim Pharmaceuticals, Inc., l'Alliance et la Mission permanente du Danemark auprès des Nations Unies ont organisé et animé un colloque sur le thème suivant : « Meilleures pratiques en matière de traitement des femmes atteintes du VIH/sida – Recherche, gestion et droits fondamentaux ». Ce colloque a eu lieu le 6 mars 2003 au Siège de l'ONU à New York, à l'occasion de la 47e session de la Commission de la condition de la femme. Avec le co-parrainage des Missions permanentes auprès des Nations Unies des Bahamas, de la République du Bénin, du Burkina Faso, de la Colombie, de la Grenade, de l'Inde, de la République du Mali, de la Malaisie, du Nicaragua, du Niger, de la République-Unie de Tanzanie, de la République de Trinité-et-Tobago et de la République de Zambie, le Département de la santé et des services sociaux des Etats-Unis, le Bureau de la santé des femmes de la région II et le Département de la santé et de l'hygiène mentale de la ville de New York, et en partenariat avec GlaxoSmithKline, l'Alliance a organisé et animé un colloque sur le diabète et les problèmes de santé des femmes dans le monde. Ce colloque a eu lieu le 2 mars 2004 au Siège de l'ONU, en l'honneur du centenaire du Dr. Ralph Bunche et à l'occasion de la 48e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU.

Le Conseil économique et social de l'ONU a distribué le 3 février 2005 sous la cote E/CN.6/2005/NGO/36 une déclaration de l'Alliance, dans le cadre de la 49e session

de la Commission de la condition de la femme de l'ONU. Le document est disponible en anglais, chinois, espagnol, français et russe.

Avec le co-parrainage des Missions permanentes auprès des Nations Unies du Burkina Faso, de la République dominicaine, de la Grenade, de la République du Malawi, de la Malaisie, de la République de Namibie, du Niger, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de la Thaïlande et de la République-Unie de Tanzanie et en partenariat avec Abbott et Novo Nordisk, l'Alliance a organisé et animé une table ronde sur l'impact de l'épidémie mondiale de diabète sur l'amélioration de la condition féminine. Cette manifestation a eu lieu le 2 mars 2005 au Siège de l'ONU à l'occasion de la 49e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU et de la Conférence Beijing + 10.

**ii. Coopération avec les organes ou institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège**

Merck Institute of Aging & Health (MIAH) et l'Alliance ont organisé et animé une table ronde sur le thème suivant : « Les cardiopathies coronariennes, un problème de santé des femmes : que savons-nous et que pouvons-nous faire ? » Ce débat a eu lieu le 7 avril 2002 à Madrid (Espagne), pendant la Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, dans le cadre du Forum mondial des ONG sur le vieillissement.

En coopération avec Merck & Co., Inc., l'alliance a organisé et animé le 8 avril 2002 une table ronde faisant le point des dernières connaissances sur le thème suivant : « L'arthrose, l'ostéoporose et les politiques sur le vieillissement : les femmes ne sont pas les seules concernées ». Cette table ronde a eu lieu dans le cadre du Forum mondial des ONG sur le vieillissement, pendant la Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement organisée à Madrid (Espagne).

En coopération avec Boehringer Ingelheim GmbH et Merck & Co., Inc., l'Alliance a organisé et animé le 9 mai 2002 un colloque sur « Les partenariats public-privé : Meilleures pratiques pour généraliser l'accès aux soins et traitements des enfants atteints du VIH/sida ou à risque ». Cette manifestation a eu lieu au Church Center for the United Nations à New York.

Avec huit missions permanentes et en partenariat avec Merck & Co., Inc., l'Alliance a organisé et animé le 15 avril 2003 au Siège de l'ONU une table ronde sur le thème suivant : « Les dons et les réductions de prix des médicaments contre le VIH/sida en Afrique subsaharienne : un débat entre secteur public et secteur privé sur l'inscription et le détournement des médicaments et d'autres problèmes ».

23 mai 2003 : avec la Mission permanente du Niger auprès des Nations Unies, la Mission permanente de la République d'Angola auprès des Nations Unies et la Mission permanente de la République d'Angola à Genève et en coopération avec les entreprises membres de l'Initiative pour accélérer l'accès aux médicaments contre le VIH/sida, l'Alliance a organisé et animé un colloque sur le thème suivant : « Succès et difficultés de la distribution à grande échelle du traitement contre le VIH/sida en Afrique subsaharienne : un rôle pour les partenariats des secteurs public et privé ». Les Ministres de la santé de la République-Unie de Tanzanie, de la Côte d'Ivoire et du Lesotho et le Chef par intérim du Groupe des politiques et de la coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida ont pris la parole. Ce colloque a eu lieu au Palais des Nations Unies à Genève (Suisse) dans le cadre de l'Assemblée mondiale de la santé de 2003.

Avec l'Association for the Rehabilitation of Girls Addis Ababa, la Mission permanente de la République d'Angola auprès de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'ambassade de la République d'Angola en Éthiopie, la Mission permanente du Niger auprès des Nations Unies et la Mission permanente de la République d'Angola auprès des Nations Unies et en coopération avec les entreprises membres de l'Initiative pour accélérer l'accès aux médicaments contre le VIH/sida, l'Alliance a organisé et animé le 1er juin 2003 un colloque sur le thème suivant : « Succès et difficultés des partenariats entre secteur public et secteur privé aux fins de la distribution à grande échelle du traitement contre le VIH/sida en Afrique subsaharienne ». Ce colloque a eu lieu dans le cadre de la Conférence de 2003 des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique.

16 novembre 2004 : l'Alliance et l'Organisation panaméricaine de la santé

(OPS/OMS), avec le concours des Missions permanentes auprès des Nations Unies du Commonwealth des Bahamas, de la Barbade, de la Côte d'Ivoire, de la République de Croatie, d'El Salvador, de la République des Fidji, de la Grenade, de la Malaisie, du Nicaragua, du Panama, de la République de Singapour, de la République démocratique du Timor-Leste et de la République de Trinité-et-Tobago et en coopération avec Merck & Co., Inc., GlaxoSmithKline et Novo Nordisk, l'Alliance a organisé et animé au Siège de l'ONU un colloque sur le diabète en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En partenariat avec l'Africa Center for Health and Security, Novo Nordisk et Abbott, l'Alliance a organisé et animé le 8 mars 2005 une réception en l'honneur de l'Ambassadrice Gertrude Mongella (membre du Parlement), Présidente du Parlement pan-africain et Secrétaire générale de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes. L'Alliance mondiale pour la santé des femmes a décerné à Mme Mongella une distinction honorifique saluant son action de premier plan en faveur de la santé, du pouvoir et de l'égalité des femmes. La réception a eu lieu à l'hôpital de l'université George Washington à Washington, à l'occasion de la Journée internationale des femmes et de Beijing + 10.

**iii) Initiative prise par l'Alliance en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelon international**

En 2003, l'Alliance a étudié le problème des infections opportunistes chez les personnes atteintes du VIH/sida au Burkina Faso et a porté la question à l'attention de Johnson and Johnson. Johnson & Johnson a fait don à l'Alliance de traitements de comprimés buccaux muco-adhésifs de nitrate de miconazole (10 mg) destinés à 36 000 patients. Le 12 juin 2003, le représentant de l'Alliance au Burkina Faso a remis ce don au Conseil national de lutte contre le VIH/sida et les infections sexuellement transmissibles (IST), qui l'a ensuite réparti entre plusieurs organisations non gouvernementales, deux hôpitaux, des centres de traitement ambulatoire et une association de chirurgiens dentistes.

## **5. Fondation pour la mise en valeur des ressources humaines**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2002**

#### **I. Introduction**

##### **i. Buts et objectifs de l'organisation et principaux domaines d'action**

La Fondation pour la mise en valeur des ressources humaines est une grande organisation non gouvernementale turque, autonome et à but non lucratif. Elle s'emploie à renforcer le pouvoir d'action de la main-d'oeuvre, en particulier des groupes vulnérables, notamment des femmes, des jeunes, des enfants qui travaillent, des réfugiés et des victimes du trafic d'êtres humains, au moyen d'activité de sensibilisation et de formation et de l'apport de services, dans les domaines de la population et du développement durable. Depuis sa création en 1988, la Fondation a élaboré, exécuté et mis en œuvre divers projets et activités ou y a participé, notamment des programmes nationaux dans les domaines de la population, de la santé et du développement. Elle a également mis à profit ses compétences dans des pays voisins, dont la Jordanie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Dans le cadre de ces projets, la Fondation a desservi 400 000 femmes, 30 000 prestataires de services de santé, 8 000 immigrants et réfugiés et plus de 200 victimes du trafic d'êtres humains. L'action diverse et polyvalente de la Fondation comprend des formations et des activités d'information, d'éducation et de communication portant sur les infections sexuellement transmissibles et le VIH/sida ; des services de santé à base communautaire, l'élaboration de supports de formation technique et la formation de prestataires de services ; des programmes spécifiques d'éducation à la santé sexuelle/reproductive destinés aux adolescents ; la mise en place de prestations de services de qualité exemplaire et accessibles en matière de santé reproductive, destinées aux étudiants des universités ; des programmes d'aide aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux victimes du trafic d'êtres humains ; la défense des droits des enfants et l'amélioration de la situation socio-économique des femmes ; et des activités de développement communautaire.

La Fondation dispose d'une expérience et d'un savoir-faire remarquables en matière d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de projets et de partenariats et de coordination avec diverses organisations internationales.

Depuis 1997, la Fondation est l'un des agents d'exécution du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) accrédités sur le plan international ; membre actif de l'équipe pour l'égalité des sexes et les enfants établie en 2002 par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ; membre de l'équipe nationale spéciale de lutte contre le trafic d'êtres humains établie en 2002 et est dotée du statut consultatif spécial d'organisation non gouvernementale auprès du Conseil économique et social de l'ONU depuis 2002.

#### **II. Contribution de l'organisation à l'action des Nations Unies**

##### **i. Participation aux travaux du Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires ou aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies.**

1. Réunion d'évaluation à mi-parcours du FNUAP, 22 septembre 2003, Ankara (Turquie).

2. « Recherche sur les facteurs ayant une influence sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents », réunion dirigée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'université Hacettepe, 28 avril 2004, Ankara (Turquie).
3. « Élargissement du réseau et de la formation commune d'agents des forces de l'ordre opérationnels, d'ONG et d'organisations internationales dans le cadre de la lutte contre le trafic d'êtres humains en direction des États membres de l'Union européenne (UE) provenant des pays adhérents et des pays voisins de l'UE après l'élargissement », organisé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 27-29 septembre 2004, Rome (Italie).
4. Réunion régionale préparatoire de la Commission économique européenne des Nations Unies dans la perspective de Beijing + 10, 14-15 décembre 2004, Genève (Suisse). La Fondation a participé en tant que membre de la délégation turque.
5. Surveillance des IST et du VIH/sida : réunion de réconciliation nationale, organisée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), février 2005, Ankara (Turquie).
6. Renforcement de la surveillance des IST et du VIH/sida : réunion pour un dialogue intersectoriel et le renforcement des capacités, organisée par ONUSIDA, 19-20 avril 2005, Ankara (Turquie).
7. « Constitution de réseaux et renforcement de capacités entre ONG aux fins de la lutte contre le trafic d'êtres humains », organisé par l'OIM, 16-17 juin 2005, Istanbul, (Turquie).
8. Onzième atelier du groupe d'études du consortium du partenariat pour la paix et de l'OIM : le trafic d'êtres humains en Europe du Sud-Est – une menace pour la sécurité humaine, 26-27 août 2005, Istanbul, (Turquie).
9. Consultation de haut niveau et atelier des Nations Unies sur le renforcement des capacités du réseau régional informel d'ONG, 28-30 septembre 2005, Bursa, (Turquie). La Fondation y a participé en tant que facilitateur et modérateur des sessions de l'atelier.
10. Séminaire du FNUAP sur le quatrième programme de pays, 29-30 septembre 2005, Ankara (Turquie).
11. Consultation technique régionale européenne de l'OMS, en collaboration avec l'European AIDS Treatment Group, sur la coopération avec la société civile visant à généraliser l'accès aux traitements antirétroviraux, 5-7 octobre 2005, Berlin (Allemagne). La Fondation y a participé en tant qu'ONG représentant la Turquie.
12. Réunion de sensibilisation de la population organisée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 22-23 décembre 2005, Ankara (Turquie).
13. La Fondation est membre de l'équipe pour l'égalité des sexes et les enfants établie par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en 2001 et a donc participé à intervalles périodiques aux réunions de cette équipe organisée par le Haut Commissariat.

**ii. Coopération avec les organes ou institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège**

1. Apport d'assistance technique au programme d'ONUSIDA pour l'élaboration d'un plan national de prévention du VIH/sida en Turquie en 2005.
2. Projet mené en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin d'apporter un appui psychosocial aux réfugiés et demandeurs d'asile en Turquie (depuis 2002).
3. Projet mené en collaboration avec le FNUAP en vue de renforcer la qualité des services de santé reproductive grâce à la formation des internes en médecine en Turquie (2001-2004).
4. Projet mené en collaboration avec le FNUAP en vue de favoriser l'éducation des adolescents à la santé sexuelle en Turquie, en fournissant des informations correctes aux jeunes, en mettant à jour les connaissances des enseignants du primaire et en intégrant les questions de santé reproductive aux programmes d'études des enseignants chargés de l'éducation sanitaire (2001-2004).
5. Projet mené en collaboration avec le FNUAP en vue d'instaurer dans certaines universités de Turquie des services modèles de santé reproductive destinés aux jeunes, afin que ceux-ci reçoivent des informations, des conseils et des services adéquats en matière de santé reproductive (2002-2005).

**iii.) Initiatives entreprises par l'organisation en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelon international, en particulier des objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent maintenant le programme d'action mondial pour le XXI<sup>e</sup> siècle.**

**Objectif 3 : Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes**

- Cible 4 - Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard
- Sensibilisation des prestataires de services, principalement des prestataires de services de santé, à la violence sexiste
- Développement agricole et formation professionnelle pour les femmes
- Programme de lutte contre le trafic d'êtres humains et d'assistance aux victimes en Turquie

**Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle**

Cible 6 : Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle

- Formation des prestataires de services de santé à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation
- Formation des internes en médecine à la santé sexuelle et reproductive
- Prestation de services de santé sexuelle et reproductive aux jeunes

**Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies**

Cible 7 : D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/sida et avoir commencé à inverser la tendance actuelle

- Renforcement des pratiques sexuelles sans risque parmi les travailleurs du sexe
- Renforcement des pratiques sexuelles sans risque parmi les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes

**iv. Activités contribuant à la réalisation des principes mondiaux**

La Journée mondiale de la lutte contre le sida (1er décembre) donne lieu tous les ans à des activités menées en collaboration avec des organisations partenaires et des groupes à risque. En 2005, un congrès national a été organisé en collaboration avec la Fondation et la Société de lutte contre le sida. Des institutions gouvernementales et des ONG oeuvrant dans ce secteur ont participé au congrès. Parmi les activités entreprises figurent la publication d'un communiqué de presse, des débats avec la participation de partenaires nationaux ainsi que les représentants d'organismes des Nations Unies, comme le Bureau régional pour l'Europe de l'OMS et ONUSIDA.

La Journée mondiale des réfugiés (20 juin) est également célébrée tous les ans par diverses activités. En 2004, la Fondation a participé au séminaire sur les politiques d'asile de l'UE et la Turquie, organisé par Amnesty International à Ankara. En 2005, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a organisé à Istanbul une table ronde sur « la signification du travail humanitaire auprès des réfugiés sur le terrain », auquel a participé un psychothérapeute de la Fondation.